



Assemblée générale

Distr. générale
14 octobre 2002
Français
Original: anglais

Cinquante-septième session

Point 112 de l'ordre du jour

Budget-programme de l'exercice biennal 2002-2003

Renforcement du Service de prévention du terrorisme du Secrétariat

Rapport du Secrétaire général

Additif*

1. La partie V du rapport du Secrétaire général sur le renforcement du Service de prévention du terrorisme du Secrétariat (A/57/152) traite de manière très générale des ressources nécessaires. Le présent additif indique dans son annexe le coût détaillé de ces ressources et traite de leur financement par prélèvement sur le fonds de réserve.

2. Au cas où l'Assemblée générale approuverait le renforcement du Service de prévention du terrorisme du Secrétariat, il en résulterait des coûts supplémentaires d'un montant de 619 400 dollars, y compris les montants prévus au titre des contributions du personnel. Ces coûts seraient imputés sur le Fonds de réserve en vertu des dispositions des résolutions 41/213 et 42/211 de l'Assemblée générale. Lorsque la Cinquième Commission examinera les états récapitulatifs des chefs de dépenses à imputer sur le fonds de réserve, elle voudra peut-être décider si les coûts du renforcement du service de prévention du terrorisme peuvent être intégralement ou partiellement reportés à 2003 ou s'il serait possible de redéployer des ressources au titre d'activités de moindre priorité. À ce jour, il n'a pas été possible de recenser des activités au titre du chapitre 14 « Prévention du crime et justice pénale » du budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003, qui pourraient être annulées, différées ou modifiées au profit du renforcement susmentionné. Aussi, l'Assemblée générale souhaitera-t-elle peut-être envisager la solution suivante : créer des postes en 2003, pour lesquels on pourrait entamer la procédure de recrutement, étant entendu que le montant limité des ressources disponibles au titre du Fonds de réserve et la durée du processus de recrutement ne permettront pas de pourvoir effectivement ces postes avant la fin de 2003 ou le début de 2004. Si

* La présentation tardive de ce document est due au fait qu'il a fallu tenir des consultations avec le Bureau des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime avant de pouvoir procéder à l'établissement définitif du rapport.



cette solution est retenue, les crédits budgétaires nécessaires au financement de ces postes pour l'exercice biennal 2002-2003 seront considérablement réduits, voir nuls. Bien entendu, il faudrait qu'il soit clair qu'une fois approuvés, ces postes devront être intégralement financés pour l'exercice biennal 2004-2005.

Annexe

Ressources nécessaires

	<i>Ressources nécessaires en 2003 (en dollars É.-U.)</i>
A. Chapitre 14. Prévention du crime et justice pénale	
Postes (1 D-1, 1 P-4, 1 P-3, 2 services généraux)	230 900
Consultants (6 mois/travail) chargés d'offrir des services spécialisés pour la fourniture d'une assistance technique et l'élaboration de documents techniques destinés à faciliter la ratification et la mise en oeuvre des instruments juridiques internationaux de lutte contre le terrorisme international	36 000
Réunion d'un groupe d'experts chargé d'examiner des questions régionales d'intérêt commun concernant la ratification et l'application des instruments juridiques internationaux de lutte contre le terrorisme international et de contribuer à la mise au point de directives législatives et d'outils d'application	34 000
Voyages de fonctionnaires appelés à effectuer, dans les pays qui en font la demande, des missions d'évaluation et d'assistance technique dans le domaine de la lutte anti-terroriste et à tenir des consultations avec des responsables du Bureau des affaires juridiques et du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte anti-terroriste	50 300
Services contractuels pour l'impression, à l'extérieur, de publications techniques portant sur le renforcement du régime juridique mis en place pour lutter contre le terrorisme, et de documents d'information spécialisés : a) directives législatives relatives aux instruments internationaux de lutte contre le terrorisme et à leurs outils d'application connexes; b) brochure d'information contenant une analyse des principales dispositions obligatoires contenues dans les instruments internationaux de lutte contre le terrorisme; et c) monographie sur l'extradition, l'assistance, l'entraide judiciaire et la coopération entre responsables de l'application des lois aux fins de la mise en oeuvre des instruments juridiques internationaux de lutte contre le terrorisme	30 000
Matériel informatique	11 500
Total partiel, chapitre 14	392 700
B. Chapitre 27F. Administration, Vienne	
Location et aménagement de locaux	132 400
Services communs d'appui, y compris mobilier, location et entretien du matériel de bureau, installations de communication, réseau local informatique et disque optique	38 700
Total partiel, chapitre 27F	171 100
C. Chapitre 32. Contributions du personnel	
Contributions du personnel	55 600

	<i>Ressources nécessaires en 2003 (en dollars É.-U.)</i>
<hr/>	
D. Chapitre premier des recettes, Contributions du personnel	
Recettes provenant des contributions du personnel	(55 600)
<hr/>	
Total général (A-D)	563 800
<hr/>	
